



HAL
open science

Les révoltes au pays de la révolution. Champ intellectuel, champ du pouvoir et “ révoltes arabes ” en Algérie

Kamel Chachoua

► **To cite this version:**

Kamel Chachoua. Les révoltes au pays de la révolution. Champ intellectuel, champ du pouvoir et “ révoltes arabes ” en Algérie. *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 2015, Révolutions arabes : un événement pour les sciences sociales, 138, pp.189-206. halshs-01664152

HAL Id: halshs-01664152

<https://shs.hal.science/halshs-01664152>

Submitted on 14 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Kamel Chachoua*

Les révoltes au pays de la révolution

Champ intellectuel, champ du pouvoir et « révoltes arabes » en Algérie

Résumé. Une bonne partie de l'intelligentsia algérienne en général et des *socials scientists* en particulier s'est montrée critique ou au moins sceptique vis-à-vis des « révoltes arabes » dès le printemps 2011. Comment expliquer cette position de la part d'une génération d'intellectuels, d'universitaires, formés et socialisés scolairement et politiquement dans la toute première décennie de l'Algérie indépendante, alors considérée comme « la Mecque des révolutionnaires », « *um al-thawarat* » ou encore « le phare du tiers monde » ? Cette contribution se propose de montrer que cette attitude récente est la double expression d'un nationalisme virulent, marqué par l'idéologie marxiste des années 1960-70 d'une part, et d'un inconscient positiviste et scientiste hérité de la tradition philosophique normalienne et parisienne d'autre part. Une double source qui peut expliquer le caractère à la fois « révolutionnaire » et « conservateur » de cette élite pionnière de l'Algérie indépendante.

Mots clés : Algérie, Sociologie, Intelligentsia algérienne, Nationalisme, Mouvements sociaux, Exception algérienne, Révoltes arabes

Abstract. *Revolts in the country of revolution. Intellectual field, field of power and "Arab revolts" in Algeria.* Much of the Algerian intelligentsia in general and social scientists in particular were critical or, at the very least skeptical about the "Arab revolts" as spring 2011. How can we explain such a reaction from a generation of intellectuals, scholars, academically and politically trained and socialized in the first decade of independent Algeria, then

* Chargé de recherche, Aix Marseille Université, CNRS-AMU, IREMAM UMR 7310, 13094 Aix-en-Provence, France.



considered as the “Mecca of revolutionaries”, “um al-thawarat “ or the “Lighthouse of the Third World “? This study will attempt to show how this posture is the dual expression of virulent nationalism filled with Marxist ideology of the 1960-70s on the one hand, and a positivist, scientific unconscious inherited from the philosophical tradition of Ecole Normale and Paris. This dual source may explain the character both “revolutionary” and “conservative” of this pioneering elite of independent Algeria.

Keywords: Algeria, Sociology, Algerian intelligentsia, Nationalism, Social movements, Algerian exception, Arab revolts

Alors que presque tous les intellectuels d’Orient ou d’Occident ont accueilli avec bonne humeur les « révoltes arabes », une bonne part des intellectuels et universitaires algériens ont eu un hochement de tête dubitatif, qualifiant cette saison historique de printemps « gris » ou de « pseudo printemps », et les révoltes arabes de « pseudo révolutions », de révolutions « douteuses » ou « minuscules »¹. Cet avis, dont on ne saurait dire s’il est majoritaire ou minoritaire dans le sens commun algérien, est néanmoins partagé par de larges couches sociales, en particulier celle des lettrés et plus généralement par la classe moyenne, émergée au début des années 2000 grâce à l’envolée des prix des hydrocarbures.

Les autorités publiques s’en sont également faites l’écho, en plaçant la campagne des élections législatives algériennes du 10 mai 2012 sous un slogan fleuri aux couleurs nationales : « notre printemps à nous, c’est l’Algérie ». Tous les représentants des partis de l’alliance présidentielle au pouvoir (Hammas, RND, FLN, PT) ont exprimé une aversion particulière pour les révoltes arabes lors de leurs nombreux meetings. Abdelaziz Belkhadem, ancien premier ministre et chef de file du FLN (Front de libération nationale), qualifia les Tunisiens, les Libyens et les Égyptiens, « d’apprentis sorciers »². Ahmed Ouyahia, alors premier ministre et chef du RND (Rassemblement national démocratique) rappela à maintes reprises dans ses meetings, « que nous avons fait notre révolution le 1^{er} novembre 1954 » ou quelquefois, « le 5 octobre 1988 »³, suivant l’âge de l’auditoire.

Les partis de l’opposition n’exprimèrent pas de divergences sur ce point. Louisa Hannoune, ancienne militante du mouvement féministe algérien et responsable du parti des travailleurs (PT) depuis sa fondation, vit dans ces révoltes « la main de l’Occident ». Amara Benyounes, chef du mouvement populaire algérien (MPA), ministre du commerce depuis les présidentielles d’avril 2014, déclara que « l’Algérie est le premier pays arabe démocratique depuis 20 ans ; elle n’a besoin de recevoir

1 Ces termes figurent respectivement dans des textes de M. Merdaci (2011 : 15), de D. Djerbal (2013 : 5), de R. Boudjedra (2014), de A. Haroun (2013 : 295) et W. Tamzali (2012).

2 Toutes les citations que nous utilisons ici sont tirées des notes prises en suivant la campagne des législatives du 10 mai 2012 à la télévision algérienne sur la chaîne *Canal Algérie*. Les propos d’hommes et de femmes politiques que nous rapportons, exprimés en langue arabe, sont traduits par nos soins.

3 Date anniversaire du mouvement social qui fut à l’origine du multipartisme en Algérie. Quatre ans plus tard, suite à la victoire du Front Islamique du Salut (FIS) aux élections législatives interrompues en janvier 1992, l’Algérie plongeait dans une guerre civile opposant, durant plus de dix ans, le pouvoir et les groupes islamiques armés (AIS et le GIA), faisant plus de 200 000 morts selon les estimations officielles.

aucune leçon de démocratie de la part des pays étrangers. Elle n'a pas besoin de soutien en matière de droits de l'homme ou de multipartisme... ». Plusieurs autres candidat(e)s « indépendants » ou de petits partis nouvellement créés partagèrent cet avis « critique » vis-à-vis des révoltes arabes. Comment expliquer ces prises de positions sceptiques voire franchement alarmantes à l'égard des révoltes arabes de la part d'une génération d'intellectuels et d'universitaires qui ont commencé leur vie active dans la toute première décennie de l'Algérie indépendante, une Algérie alors considérée comme « la Mecque des révolutionnaires », « *um al-thawarat* »⁴, « le phare du tiers monde » ?

Beaucoup ont mis cela sur le compte de la guerre civile qui a ensanglanté l'Algérie, une décennie durant, après l'arrêt du processus électoral des législatives remportées par le parti du Front islamique du Salut (FIS) en janvier 1992. En effet, entre 1992 et 2002, plusieurs intellectuels, universitaires, journalistes algériens, âgés pour la plupart d'une cinquantaine d'années, furent assassinés, chez eux ou dans leur quartier. Les sociologues furent parmi ceux qui payèrent l'un des plus lourds tributs au terrorisme. Nombreux furent ceux contraint à l'exil, en France notamment, où ils reçurent accueil et soutien. Le sens commun algérien, bien que feignant de condamner « les violences d'où qu'elles viennent »⁵, du pouvoir ou de l'opposition islamiste, semblent avoir été plus réceptifs aux partisans de la plate-forme de Rome⁶ qui, en coulisse, attribuaient à l'armée algérienne l'essentiel des actes terroristes commis contre les civils. Ajoutons à cela que les États voisins de l'Algérie, le Maroc et la Tunisie en particulier, ont vécu le drame algérien dans un mélange de crainte et de soulagement : crainte de voir le brasier algérien sauter les frontières, mais soulagement de constater que l'épisode démocratique qui risquait de déstabiliser ces pays, se clôturait dans le sang. À part le célèbre romancier Rachid Mimouni, on ne connaît pas d'autres noms d'universitaires ou d'intellectuels algériens réfugiés au Maroc, et selon quelques témoignages de sociologues algériens, la Tunisie n'était pas spécialement une terre d'accueil. « Lorsque j'allais à Tunis pour des séminaires scientifiques ou associatifs, écrit Rachid Sidi Boumedine, le vide se faisait autour de moi, et mes collègues tunisiens osaient à peine me saluer dans les réceptions, traditionnelles en pareils cas, contrairement au passé, avant 1989, où

4 Littéralement, « la mère des révolutions ».

5 Expression assez souvent utilisée par Hocine Aït Ahmed, président du Front des forces socialistes, parti d'opposition à base essentiellement kabyle qui a activement milité contre l'interruption des élections législatives de janvier 1992. Il est aussi un des membres actifs qui avait œuvré pour la tenue de la rencontre de Sant'Egidio à Rome (nov. 1994-janv. 1995).

6 C'est le nom donné aux réunions organisées par des partis de l'opposition algérienne au siège de la communauté catholique de Sant'Egidio, les 21-22 novembre 1994 et le 08 janvier 1995, pour trouver une solution négociée à la crise que traverse alors l'Algérie. Outre l'ancien parti unique (FLN) et le Front islamique du salut (FIS), étaient présents le parti des travailleurs (PT) de Louisa Hannoune, le FFS de Hocine Aït Ahmed et deux autres petits partis islamistes, Nahda et Hammam. À l'issue de ces réunions, « l'Alliance de Sant'Egidio » a rédigé une « plate-forme pour une solution politique à la crise algérienne » appelant à une solution négociée avec les autorités, à la libération des responsables du FIS emprisonnés en 1992, à la levée de l'état d'urgence et l'organisation de nouvelles élections.



j'étais fêté par eux » (Sidi Boumedine, 2013 : 187). Dans un passage intitulé « la halte tunisienne » où Ali El-Kenz évoque son itinéraire d'intellectuel exilé (entre 1993 et 1995) en Tunisie il écrit : « à part quelques collègues qui devinrent des amis comme Tahar Labib et Abdelkader Zghal, j'avoue que je n'ai pas senti une solidarité prononcée avec nous algériens : nous, c'est-à-dire le couple Toualbi en psychologie et moi-même. Bencheneb, le juriste, enseignait à la fac de droit ; il était encore plus malheureux » (El-Kenz, 2009 : 81).

Cela étant, la masse des intellectuels et universitaires algérien(ne)s en exil, en France principalement, est elle-même divisée à l'époque entre ceux qui sont pour et ceux qui sont contre l'arrêt du processus électoral de janvier 1992 d'une part, et ceux qui ne sont, ni pour ni contre, d'autre part. Bien qu'ils participent ensemble à des marches et des manifestations pour « la paix en Algérie », beaucoup s'évitent courtoisement et se déchirent intimentement dans des débats de plein air et dans les bistrotts de Paris ou de sa banlieue. Mais ces divisions d'hier ne correspondent pas à leur position vis-à-vis des révoltes arabes d'aujourd'hui. En effet, nombre des intellectuels universitaires qui ont soutenu activement le mouvement berbère, nombre de ceux qui furent des « dialoguistes » ou des « éradicateurs » à l'égard des islamistes algériens de la décennie noire ont manifesté communément et unanimement une position critique et sceptique identique vis-à-vis des révoltes arabes. Une position qui ne nous semble être ni le produit d'une minutieuse réflexion issue de la recherche scientifique, ni le résultat d'une mystérieuse intuition politique, ni même donc la conséquence de ces années de guerre civile, mais plutôt l'expression de leur socialisation politique et scolaire : un nationalisme virulent, marqué par l'idéologie marxiste des années 1970-80 d'une part, et d'un inconscient acquis dans leur formation, positiviste et scientiste hérité de la tradition philosophique normalienne et parisienne d'autre part. Une double source qui expliquerait le caractère à la fois « conservateur » et « révolutionnaire » de cette élite pionnière de l'Algérie indépendante. En fait, l'intelligentsia algérienne insiste souvent sur l'importance de la division linguistique et culturelle – entre arabisants et francisants, entre arabophones et berbérophones, entre traditionalistes et modernistes – (Guerid, 2007 ; El-Kenz, 1989 ; Kadri, 1982 ; Madi, 2007 ; Saadallah, 2010) en oubliant systématiquement l'importance du « biais nationaliste » qui, non seulement structure l'impensé (l'inconscient) de tous et de chacun, mais surtout, qui est au fondement même de ces divisions et conflits culturalistes et linguistiques.

Dans cette contribution, il ne s'agira donc pas d'analyser et de comprendre, ce que l'on appelle parfois la « spécificité » ou « l'exception algérienne »⁷ dans

7 Ces deux termes sont différemment utilisés en langue française : le terme « spécificité » est davantage utilisé en Algérie dans les débats politiques tandis que celui « d'exception » (qui est une reprise de la fameuse « exception française ») est largement propre au milieu scientifique et intellectuel algérien de langue française. En France, l'usage du terme « exception » semble plus exclusif encore qu'en Algérie. Il n'a jamais été utilisé à l'endroit du Maroc ou d'aucun autre pays du Maghreb et du monde arabe.

le mouvement des révoltes arabes, mais plutôt, l'exception de la position des intellectuels algériens sur ces révoltes⁸.

Les révoltes arabes et la règle de « l'exception algérienne » chez les intellectuels algériens

Un premier constat que l'on peut faire est que pour cette génération d'intellectuels qui a grandi dans la guerre et l'après-guerre d'indépendance, les révoltes de 2011 froissent l'image austère, populaire et apocalyptique de la révolution, telle qu'ils l'ont apprise et comprise dans leur prime jeunesse en Algérie. À leurs yeux, ces révoltes dévaluent le capital militant hérité de la lutte anticoloniale et attentent à l'image et au modèle symbolique de la révolution algérienne de 1954. C'est pourquoi la majorité de leurs interventions sur « le printemps arabe » insistent sur la primauté et l'antériorité de l'expérience révolutionnaire algérienne. C'est ce qu'exprime vivement le célèbre romancier algérien, Rachid Boudjedra :

Nous, on a déjà fait une révolution en 1988. Ce qu'ont fait les Égyptiens et les Tunisiens, nous l'avons fait en 1988. Nous avons commencé avant tout le monde. Je ne parle pas de la guerre de libération car nous sommes les seuls à l'avoir fait. On a donc pas à nous donner des leçons⁹.

Pour Lahouari Addi, sociologue à l'université de Lyon :

Les émeutes d'octobre 1988, qui ont mis fin au système du parti unique, ont annoncé les soulèvements du « printemps arabe » quelques 20 ans à l'avance. La transition démocratique à laquelle aspirent de manière confuse et contradictoire les sociétés arabes a débuté en Algérie (Addi, 2010 : 38).

Même approche de la part de Omar Bessaoud, enseignant chercheur en agronomie à l'université de Montpellier, lorsqu'il écrit qu'en Algérie, « les révoltes sociales avaient précédées de plus de 20 ans (octobre 1988) les ruptures et les crises de légitimités politique qui bouleverseront la région au printemps 2011 » (Bessaoud, 2012 : 42). Pour Rabah Lounissi, universitaire et essayiste arabisant,

8 Les interventions et les manifestations académiques des intellectuels algériens sur les révoltes arabes sont toutes des contributions destinées à la presse ou des échanges en situation « d'oralité magistrale », sous forme de tables rondes, de colloques (CRASC, 2014), de débats (El-Watan, 2012) de rencontres (Salon du livre d'Alger en 2013), mais guère sous forme de volume d'ouvrage ou de revue. Presque tous les ouvrages publiés en Algérie et consacrés aux « printemps arabes » sont en fait des compilations d'articles déjà publiés par leurs auteurs dans la presse algérienne en langue arabe ou française (Djabi, 2013 ; Addi, 2012 ; Rachidi, 2013 ; Rezzik, 2012).

9 El-Watan, 26/10/2011.



Si les révoltes arabes persistent dans cette anarchie, les Algériens ne les suivront pas, car ils ont encore en tête l'expérience des années 1990. Cela dit, il ne faut pas que l'Algérie reste dans une position défensive pour protéger sa stabilité. Elle doit inventer un modèle politique, social et économique nouveau pour tout le monde arabe qui cherche encore un modèle d'État qui lui soit propre. Beaucoup ont souligné que l'Algérie avait connu son printemps en 1980 et en 1988 mais beaucoup oublient 1954. Il est temps de rappeler la révolution algérienne de novembre sur la scène internationale, à côté de la révolution française de 1789 et américaine de 1776. Le manifeste du 1^{er} novembre avait soulevé et résolu toutes ces questions de la mondialisation, communisme et démocratie. La révolution algérienne a montré que les principes islamiques ne sont pas incompatibles avec la justice sociale et la démocratie. Malheureusement, ces idées de la révolution algérienne n'ont pas eu d'écho dans le monde (Lounissi, 2013 : 29-30)¹⁰.

C'est avec le même enthousiasme que Mohammed Rezzik, universitaire, écrivain bilingue d'une quarantaine d'années, s'insurge contre l'usage « abusif » du terme « révolutionnaire » à l'endroit du printemps arabe qui, dit-il, « ne témoigne pas d'une bonne estimation des changements en cours, car la chute des dictatures ne peut suffire à affirmer que des "révolutions" ont eu lieu » (Rezzik, 2012 : 24).

Pourtant, à examiner de près le contexte politique algérien de 2011, on constate que l'Algérie ressemblait aux autres sociétés arabes plus qu'elle ne s'en distinguait. Une économie dominée par l'import-export, notamment asiatique, la corruption, un multipartisme de façade, une grande apathie collective et une intelligentsia affaiblie par ses propres contradictions et ses divisions internes. Entre le 6 et le 9 janvier 2011, la répression des manifestations contre la vie chère – appelées par la coordination pour le changement et la démocratie, mouvement regroupant des syndicats autonomes, quelques partis d'opposition et des organisations de la société civile – a fait cinq morts et huit cent blessés. Au cours de la même période, pas moins de 25 immolations par le feu ont été enregistrées par la presse et le samedi 12 février 2011, l'État a mobilisé environ 30 000 CRS pour empêcher un petit millier d'algériens de manifester. Il faut également rappeler aussi que le président Abdelaziz Bouteflika, alors à son troisième mandat après une réforme de la constitution en 2008, s'est fait réélire avec des scores dignes de ceux de Hosni Moubarak, de Zine El Abidine Ben Ali ou de Bachar Al Assad. *Last but not least*, selon une rumeur largement répandue, son entourage, à défaut d'un fils héritier, préparait son frère, Saïd Bouteflika, pour lui succéder.

N'ayant aucun contact, aucune tradition d'échange scientifique avec les autres sciences sociales arabes, n'ayant jamais investi l'objet des émeutes et des contestations sociales nationales (Colonna, 1996), les universitaires algériens, habitués à une science sociale du développement, se sont trouvés sans possibilité de penser les révoltes arabes et les autres mouvements sociaux algériens autrement que par la théorie du complot ; une approche prophétique et marxiste de la domination

¹⁰ C'est nous qui traduisons.

qui perçoit l'État comme un agent divin et/ou diabolique qui manipule tout à sa guise (Bourdieu, 2013). Selon eux, le monde social est entre les mains de l'État (i.e. du maître, du dominant) comme une machine entre les mains de son usager, comme une pièce de théâtre où, tout est joué d'avance.

Pour Habib Rachedin, universitaire et journaliste arabisant, diplômé de la Sorbonne, à la tête de plusieurs titres de journaux depuis plus de trente ans, « la révolte artificielle de l'Égypte [...] n'est qu'un scénario de l'administration américaine qui souhaite remplacer l'ancienne classe dirigeante arabe par une autre » (Rachedin, 2013 : 196-198). Pour Rabah Lounissi, « le printemps arabe est un complot occidental qui vise la déstabilisation du monde arabe » (Lounissi, 2013 : 5). Dans un texte en langue arabe, Mohammad Abbas se demande si « ces révoltes sont vraiment des initiatives nationales organisées ou un complot de l'extérieur, c'est-à-dire des groupes nationaux qui agissent sous la main des forces étrangères » (Abbas, 2013 : 199). Pour lui, « l'idée de démocratisation que soutient l'Occident aujourd'hui rappelle l'alibi de civilisation qu'il avait utilisé au XIX^e siècle pour justifier son entreprise de colonisation » (Abbas, 2013 : 199). Dans un article en langue arabe intitulé « Le printemps arabe et les binationaux », Nacer Djabi, enseignant en sociologie politique à l'université d'Alger, estime que

Les plus grand gagnants de ces révoltes sont les islamistes et les binationaux. Ces derniers sont nombreux à la tête du pouvoir en Libye, en Tunisie et en Irak. Car, après les totalitarismes des années 1980, ces élites se sont enfuies en Occident où ils ont fait des mariages mixtes, ont fondé des foyers, ont opté pour un mode de vie occidental [...] quelques-uns de ces binationaux sont, dit-il, comme des cartes entre les mains pragmatique de l'Occident (Djabi, 2013 : 29-31)¹¹.

Les sociologues et les mouvements sociaux en Algérie

Par ailleurs, ce qui conforte l'idée que cette attitude sceptique des *social scientists* et des intellectuels algériens en général à l'égard des révoltes arabes n'est ni le produit d'un anticléricalisme religieux, ni celui des résultats de leurs recherches personnelles ni même de leurs expériences éthiques et politiques, c'est le fait qu'ils avaient la même position hésitante et réticente à l'égard des mouvements sociaux algériens. En effet, il suffit de remonter aux décennies précédentes pour découvrir qu'une majorité d'intellectuels et universitaires algériens avait une attitude réservée, voire franchement opposée aux divers mouvements sociaux qui ont agité la société algérienne dans les années 1970-2000. Le « printemps berbère » de 1980, l'un des premiers mouvements sociaux de l'Algérie indépendante, n'avait guère mobilisé en dehors des universitaires kabyles. Pour Ali El-Kenz, spécialiste de sociologie industrielle, le mouvement

¹¹ C'est nous qui traduisons.



berbère était « un courant intégriste comme l'islamisme » (El-Kenz, 1989 : 43). Dans les actes d'une table ronde organisée en 1992, Nadir Marouf, sociologue, fondateur de l'URASC d'Oran, ancêtre du CRASC actuel (Centre recherche en anthropologie sociale et culturelle), voit dans le mouvement berbère « une version ethno-culturelle de l'intégrisme religieux islamique » (Marouf, 2011 : 155). Lors d'une intervention publique à l'amphithéâtre Benbâatouche de la Faculté centrale d'Alger, Claudine Chaulet, sociologue algérienne du monde rural et de la paysannerie avait demandé en avril 1980 aux étudiants (qui soutenaient le mouvement berbère) de lui « fournir la preuve qu'ils n'étaient pas manipulés par l'impérialisme occidental et français en particulier »¹².

De même, les femmes animant le mouvement contre le code de la famille et pour l'égalité, entamé en 1979 à partir de l'enceinte universitaire d'Alger, n'auront jamais réussi à mobiliser leurs collègues masculins. Abassi Madani, président du Front Islamique du Salut (FIS), ancien professeur à l'Institut des sciences sociales d'Alger, avait alors qualifié ces jeunes universitaires pionnières du féminisme algérien, filles de chaudronniers, de chauffeurs et de petits lettrés du monde rural et montagnard, de « dépravées » et taxé leur mouvement « *d'épervier du néocolonialisme et de l'agression culturelle* » (Lalami, 2012 : 132).

La révolte du 5 octobre 1988 avait, elle aussi, fait l'objet de commentaires et de « suspensions » éthiques et politiques plus au moins réducteurs. Pour M'hammed Boukhobza, ancien doctorant de Pierre Bourdieu, éminent spécialiste de l'agropastoralisme, atrocement assassiné en 1992,

Les événements d'octobre 88 ne portaient sur aucune revendication particulière [...] en d'autres termes, ceux qui sont descendus dans la rue et y ont détruit différentes installations publiques ne le faisaient pas sous l'impulsion d'organisations politiques pour réclamer une nouvelle forme de gestion du pays ou un changement de régime ou de système, ou encore l'abrogation de la Constitution en vigueur à ce moment (Boukhobza, 1991 : 65).

Selon Rachid Sidi Boumedine, sociologue à l'université d'Alger, spécialiste de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, « *les origines des émeutes d'octobre 1988 ne sont pas claires* ». (Sidi Boumedine, 2013 : 181). Pour Ali El-Kenz « les émeutes d'octobre, ou en tous cas, leur lancement ont été largement manipulées par les groupes au pouvoir » (El-Kenz, 2009 : 133, note 1) Pour Nacer Djabi, « ces événements d'octobre 1988, bien qu'ils aient eu lieu, il y a plus de 20 ans, nous ne savons toujours pas s'ils sont spontanés ou programmés par des forces politiques occultes » (Djabi, 2012 : 221, note 5)¹³. Pour Rachid Boudjedra, ces jeunes algérois qui se sont révoltés en 1988, comme ces jeunes rebelles des révoltes arabes de 2011 « ne voulaient surtout pas changer le monde. Ils voulaient juste avoir quelques prébendes, quelques privilèges, quelques miettes, profiter

¹² Témoignage recueilli par l'auteur.

¹³ C'est nous qui traduisons.

d'un système ultra-libéral qu'ils admiraient profondément comme ils admiraient le maître d'œuvre de ce système : les USA » (Boudjedra, 2014 : 249). Nacer Djabi reprend en langue arabe le même langage et quasiment les mêmes mots utilisés à l'endroit de la révolte du 5 octobre 1988 pour parler des émeutes de janvier 2011 :

Ce qui attire l'attention sur les événements de 2011 à Alger, c'est le manque de slogans politiques. Les événements de janvier 2011 ressemblent aux précédents mouvements de protestation ; ils sont le fait de petits groupes mobiles de jeunes âgés entre 16 et 24 ans qui dressent des barrages et s'attaquent aux forces de l'ordre ainsi qu'aux institutions publiques comme les commissariats, les écoles, les postes et aussi aux concessionnaires de voitures, aux magasins d'électroménager, de téléphonie [...] Ces manifestations ne sont pas organisées, et manquent de soutien politique ou syndical (Djabi, 2012 : 227)¹⁴.

Pour ces sociologues comme pour une large partie du discours savant, tout mouvement social doit être doté d'une unité et d'une volonté politique consciente d'elle-même pour être considéré comme tel. Pour eux, toute contestation doit avoir la forme d'un mouvement (comme le mouvement ouvrier, le mouvement national, le mouvement syndical, etc.) avec son ordre et ses mots d'ordre, ses chefs charismatiques, ses banderoles, ses manifestations. Toute autre forme d'action et d'expression ne peut être qu'un soulèvement spontané, « un chahut d'enfants » pour reprendre l'expression employée par un ancien ministre à l'égard de la révolte du 5 octobre 1988.

L'État national et la construction sociale des sciences sociales en Algérie

On peut difficilement comprendre la pensée « nationaliste » et le rapport « désenchanté » des intellectuels algériens en général – et des universitaires spécialistes des sciences sociales en particulier – à l'égard des mouvements sociaux nationaux (et au-delà, arabes) sans une socio-analyse de « l'inconscient académique » (Bourdieu, 2000 : 4) de cette génération d'intellectuels. Aujourd'hui âgée d'une soixantaine d'années environ, elle n'est ni celle qui a fait la révolution de 1954, ni celle qui a participé à la révolte d'octobre 1988. Elle est constituée d'individus souvent d'origine citadine, fils d'ouvriers d'usines, de petits employés de l'administration coloniale qui ont tous été scolarisés durant la guerre de libération dans les écoles et lycées français des villes. Ils ont constitué la première génération de jeunes universitaires de l'Algérie indépendante et ont occupé les premiers postes d'assistants, de chargés de cours dans les facultés et les nouveaux centres universitaires algériens aux côtés des coopérants – français

¹⁴ C'est nous qui traduisons.



pour beaucoup – qui furent, quelques années auparavant, leurs enseignants (Siino, 2014).

Pour ce qui est des sociologues algériens, issus d'une formation scolaire française, familiers du modèle sociologique de Pierre Bourdieu, il semble intéressant d'évoquer ici le lien entre ce modèle bourdieusien et leurs positions « critiques » à l'égard des mouvements sociaux nationaux et plus récemment des révoltes arabes. En effet, les travaux algériens de Pierre Bourdieu et d'Abdelmalek Sayad (Bourdieu et al, 1963 ; Bourdieu et Sayad, 1964), tous réalisés dans le contexte de la guerre d'indépendance et subtilement « critiques » vis-à-vis des thèses de Frantz Fanon (Bourdieu, 1963 : 312, note 2) et de l'idéologie indépendantiste du FLN (Chachoua, 2012) ont été, pour cette jeune génération de sociologues algériens, un modèle d'objectivité scientifique de distance épistémique et de neutralité politique. Il faut également rappeler que ni Pierre Bourdieu ni Abdelmalek Sayad n'ont été des partisans et des soutiens « ardents » du mouvement berbère de 1980 (Bourdieu, 1980 ; Chachoua, 2012), de même qu'ils n'ont pas manifesté d'enthousiasme particulier lors de la révolte du 5 octobre 1988. Somme toute, on peut donc voir dans la position critique des *social scientists* algériens envers les mouvements sociaux nationaux ainsi qu'à l'égard des révoltes arabes en particulier le double produit de leur inconscient scolaire et politique : positiviste et nationaliste à la fois. Mais malgré un certain « air de famille » avec l'élite précédente (son aînée de dix ou quinze ans, d'origine rurale, scolarisée durant les années 1920-1940) qui avait joué un rôle politique majeur dans le mouvement nationaliste d'indépendance et qui fut à la tête du jeune État algérien indépendant, cette première génération d'universitaires et de chercheurs algériens en sciences humaines et sociales s'en distingue nettement. De même qu'elle diffère, et même encore davantage, de l'élite arabisée qu'elle avait contribué à former en sciences humaines et sociales durant les années 1980-1990 (Chachoua, 2010).

Portraits « impersonnels » d'une génération de sociologues algériens

Une partie de notre matériau et de nos sources s'appuie sur des récits autobiographiques publiés en Algérie et/ou en France sous forme de chapitres de livres, d'ouvrages autobiographiques, d'échanges oraux, d'entretiens que nous avons réalisés, d'interview publiés dans les journaux algériens ou d'hommages à des chercheurs disparus¹⁵. Une des principales propriétés sociologiques qu'on retient à la lecture de ces parcours, c'est bien sûr le milieu de la prime enfance de ces hommes et quelques femmes. Tous sont nés dans les villes et villages coloniaux entre la seconde guerre mondiale et la guerre d'indépendance (1940-1954). Ils sont en majorité issus de familles nombreuses et de larges fratries,

¹⁵ Respectivement : A. El-Kenz (2008) ; N. Marouf (2007) ; R. Sidi Boumedine (2013) et W. Tamzali (2006) ; R. Bellil (2014) ; A. Kadri (2012) ; hommages à M'hamed Boukhobza (AARDESS, 2009), et à Djilali Liabés (Benguerna et Djerbal, 2006).

filis de salariés pauvres (portefaix, dockers, marchands ambulants, employés des services communaux, traminots ou cheminots pour les plus chanceux). Ce qui explique d'ailleurs la rareté pour ne pas dire l'absence des femmes dans l'ensemble général et dans l'échantillon que nous proposons ici en particulier. Les cas singuliers de femmes (qu'on renonce à décrire ici parce que facilement identifiables) qu'on peut compter dans cette génération intellectuelle sont toutes de milieux sociaux urbains bien plus aisés que ceux de leurs collègues masculins.

La scolarité de ces garçons est davantage due au hasard sociologique (ordre dans la fratrie, exode de la famille) plutôt qu'à un calcul ou un plan préétabli (Sayad, 1995). Même ceux qui sont originaires des villages de haute montagne de Kabylie, de la steppe ou d'une oasis du Sahara, tous ont fait leur scolarité en ville, qui dans la banlieue d'Alger après une émigration familiale depuis la Kabylie au début des années 1950, qui dans une ville de province, que ce soit en pension dans une famille citadine ou au gré d'une affectation professionnelle du père. Tous ont expérimenté une double vie indigène et européenne dès leur petite enfance en fréquentant la *zaouïa* (*kuttab*, ou école coranique) et l'école française en même temps. Beaucoup d'entre eux sont nés et ont grandi dans l'habitat traditionnel (maison en dur, tente, maison kabyle), puis ont découvert, en raison de l'émigration de leurs parents (à l'intérieur de l'Algérie comme vers la France), le bidonville, l'habitat précaire en périphérie des villes ou aux abords immédiats des fermes coloniales, et pour les plus nantis, le logement moderne dans les bourgs citadins des grandes villes de l'Algérie coloniale ou dans une banlieue de France.

Mon quartier (vieux hammam au Clos Salambier dans la banlieue d'Alger) était habité par des gens venus de toute les régions d'Algérie : Biskra, Boussaâda, plusieurs régions de Kabylie, Médéa, etc. (Sidi Boumedine, 2013 : 14)

« Dans mon quartier populaire », écrit le sociologue Ali El-Kenz, qui est né et qui a grandi à Skikda (Philippeville),

on cohabitait avec les couches les plus pauvres des européens, [...] le communautarisme battait son plein, d'un côté les européens (*legwer*) et de l'autre, les indigènes (*laârab*), la communauté arabe est aussi diverse et hiérarchique que la communauté européenne. Elle est divisée, il y a les enfants de la ville (Ouled El Blad) qui se considéraient comme « les vrai *Skikdis* » et les autres, les Kabyles, les Storasien, les Chaouias, les Mozabites (El-Kenz, 2009 : 14).

Le sociologue Aïssa Kadri, né en 1944 à Sidi Aïssa (Wilaya de Msila), une oasis à la porte du désert, fils d'un interprète judiciaire, est l'aîné d'une fratrie de neuf enfants :

Je suis allé à l'école primaire à Dolfusville (Amora aujourd'hui), un petit village où mon père fut muté au début des années 1950 [...] J'ai également fréquenté l'école coranique près



d'une vieille mosquée datant du IX^e siècle. Le lycée de garçons Duveyrier de Blida que j'ai fréquenté de 1956 à 1960 [...] était un établissement colonial-type ressemblant aux lycées parisiens du XIX^e arrondissement [...] j'étais le petit « *guebli* », le sudiste qui débarquait dans la grande ville. J'étais le petit paysan qui arrivait dans un lycée qui n'était pas fait pour lui, comme par effraction, la tête baissée¹⁶...

Djilali Liabes, sociologue assassiné en 1993 est, quant à lui, né en 1948 à Sidi Bel Abbes, ville de garnison à l'époque coloniale qui abritait le plus grand casernement de la légion étrangère française, « fils de bijoutier d'une famille nombreuse » (Benguerna et Djerbal, 2006 : 247). M'hammed Boukhobza, déjà évoqué, est né en 1941 dans une grande famille d'éleveurs de la tribu des *Ouled Aissa*, d'une fratrie nombreuse dans un milieu nomade, rythmé par les longues transhumances à travers le tell et le Sahara. Son grand père, cavalier émérite et conteur intarissable, l'avait initié au savoir coranique. À l'âge de huit ans, il est arraché à ce milieu et envoyé en ville, à *El Bayadh (Brezina)*, dans une famille d'accueil pour pouvoir aller à l'école française » (AADRESS, 2009 : 267-269). Tout l'univers social évoqué ici, à travers ces brefs éléments de parcours, rappelle l'Algérie coloniale des années 1950, celle du *Déracinement* (Bourdieu et Sayad, 1964), un univers dans lequel on découvrait le travail à travers le chômage, le logement par le bidonville et la ville par l'émigration ou l'exode rural. Un univers qui, d'une certaine façon, donne à voir la racine anthropologique de « l'habitus clivé » (Bourdieu, 1997 : 79) de cette génération universitaire qui constituera l'élite « pionnière » des sciences sociales de l'Algérie indépendante.

Démocratisation de l'école, accélération des carrières et émergence d'une élite nationale en sciences humaines et sociales

La formation universitaire de cette jeunesse durant la première décennie de l'indépendance va coïncider avec une politique de massification et de démocratisation scolaire entraînant une forte demande en matière d'enseignants à tous les niveaux, du primaire jusqu'à l'université. Cette croissance soudaine des effectifs scolaires et du nombre d'établissements sur tout le territoire national entraîne à son tour l'abaissement des seuils d'exigence pour l'accès aux statuts et aux métiers de l'éducation et de la culture en général. Du jour au lendemain, de modestes élèves de l'école réformiste d'Ibn Badis, d'ancien *talebs* de confréries (*zaouiia*) ou du cours de fin d'études primaires de l'école coloniale sont promus, fautes d'effectifs, à des postes de moniteurs, d'instituteurs, d'inspecteurs et même de directeurs d'établissement scolaires. Dans l'enseignement supérieur, à l'université comme dans le cas des grandes écoles (Polytechnique), on supprime les examens d'entrée (Benguerna, 2009), on baisse les seuils voire on ferme

¹⁶ El-Watan, 30/01/2014.

les yeux sur des manquements graves à des règles élémentaires de l'ordre administratif, juridique et moral (passe-droit, népotisme...).

L'indépendance du pays s'est traduite en effet pour de très larges pans de la société par une promotion sociale qui aurait, en situation normale demandé de très longues décennies. D'anciens petits paysans ou journaliers sont devenus d'importantes personnalités, des enfants d'employés, des médecins ou des professeurs d'université ou de grands commis de l'État, d'anciens résistants de conditions fort modestes sont devenus des responsables à la tête de grands départements au sein du parti et de l'État (Boukhobza, 1991 : 49).

L'État, écrit Nadir Marouf, « prenait ses cadres au berceau, à 23 ans, je fus recruté comme administrateur civil chargé de la coopération multilatérale, c'est-à-dire de l'assistance technique des Nations Unies et des organisations spécialisées (UNESCO, OMS, AIEA) » (Marouf, 2011 : 20). En 1964, deux ans après l'indépendance, à l'âge de 25 ans et avec un cursus inachevé, Rachid Sidi Boumedine, cumule trois fonctions. Il est, dit-il « délégué d'amphithéâtre en sociologie, assistant à l'école polytechnique d'Alger, rédacteur en chef de la revue de lettres, ingénieur régional à l'EGA (électricité et gaz d'Algérie), sans compter les milles coups de mains aux activités de l'UNEA (Union Nationale des Etudiants Algériens) » (Sidi Boumedine, 2013 : 132-133). « En septembre 1968, à 22 ans », écrit Ali El-Kenz, « j'ai fini mes études et fus nommé professeur de philosophie au lycée Emir Abdelkader (ex Bugeaud) d'Alger, et une année après je rejoignais comme assistant, le département de philosophie de la faculté des lettres d'Alger » (El-Kenz, 2009 : 46).

Cette expansion, immédiatement suivie d'une politique « agressive » de généralisation de l'utilisation de la langue arabe qui commence à produire et à constituer les « arabisants » contre les « francisants », va connaître son apogée à partir de 1979 (Madi, 2007 : 342). Cette année-là marque l'affirmation de l'hégémonie des arabisants sur l'appareil du parti unique (FLN) au sein duquel les petits lettrés de l'éducation nationale (instituteurs, moniteurs, professeurs de collèges) fournissent une part considérable de la base militante. L'année suivante, en avril 1980, la révolte « universitaire » du printemps kabyle est violemment réprimée et, comme par défi, le parti décide « l'arabisation totale et globale des sciences sociales et humaines » (Madi, 2007 : 343). C'est dans ce climat et dans cet élan que sont également adoptés l'article 120 des statuts du FLN qui impose d'être membre du parti pour accéder aux postes de responsabilités des « organisations de masse » et, en 1984, un code de la famille qui légalise la domination de l'homme sur la femme.

Parallèlement à ce contexte politique, la paupérisation sociale des sciences sociales et leur arabisation (Sbeaa, 1996) qui, faut-il le rappeler, progresse dans un climat d'autoritarisme et de despotisme éthique, politique et linguistique, contraint nombre d'enseignants francisant à chercher asile au sein des instituts qui ne sont pas encore touchés par l'arabisation. Certains se replient dans les sommets de la



discipline (la *post-graduation* ou le cycle doctoral), d'autres rejoignent la haute administration de l'État, tandis que les plus jeunes et les plus politisés « monnayent » leur mécontentement pour obtenir des bourses à l'étranger, en France notamment. L'écrasante majorité de ces boursiers ne retournera pas en Algérie (Kadri, 2000 : 212). Mais, dès l'effondrement du parti FLN au lendemain du 5 octobre 1988 et de l'instauration du multipartisme, tous les sigles, tous les slogans, tous les termes (FLN, Islam, arabisation) qui constituaient quelques semaines auparavant des constantes et des principes indiscutables de la nation, deviennent du jour au lendemain des sujets de discorde comme d'autres (Madi, 2007 : 346).

Révoltes sociales et révolution des sciences sociales : l'exemple du 5 octobre 1988 en Algérie

Après le 5 octobre 1988, la discipline sociologique et les sciences humaines et sociales en général vont connaître une mutation et un essor inédits. Les deux revues de sciences humaines et sociales qui dominent aujourd'hui le champ de production nationale des sciences sociales en Algérie, *Naqd* et *Insaniyyat*, sont toutes les deux fondées à ce moment-là, entre 1991-1997 par des sociologues, Saïd Chikhi pour la première et Nadir Marouf du CRASC (Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle) pour la seconde. Casbah Edition, qui représente aujourd'hui l'une des meilleures maisons d'édition en sciences humaines et sociales en Algérie est dirigée par Mustapha Madi, un sociologue de la première génération arabisée. L'apparition, après le 5 octobre 1988, de plusieurs maisons d'édition retire le monopole aux éditions d'État et contribue à la publication ou à la réédition sur place de nombreux livres, auparavant publiés en France.

À cela, il faut ajouter la création de plusieurs titres de journaux qui ouvrent d'intenses débats sur les phénomènes de société comme l'histoire et la politique. L'histoire nationale devient d'ailleurs – et c'est encore le cas aujourd'hui – le domaine le plus investi par les maisons d'édition et les activités culturelles de l'État. Des personnalités ayant participé à la guerre d'indépendance polémiquent au sujet d'événements, de personnalités et de moments importants de l'histoire de la guerre d'indépendance algérienne (Remaoun, 2007 : 313). Les études berbères, auparavant domiciliées en France (Langues O', Aix-en Provence, Paris VIII) commencent à être reconnues en Algérie. Un institut d'études berbères est créé à Tizi-Ouzou en janvier 1989 (suivi de trois autres depuis) et l'édition en langue *amazigh* se développe jusqu'à représenter aujourd'hui une part non négligeable du chiffre d'affaire du marché du livre algérien.

Ainsi, la révolte de 1988 et l'essor fulgurant de l'islamisme, politique d'abord, armé ensuite, vient renforcer et « consacrer » une forme et une tradition de collaboration entre les chercheurs maghrébins et français en sciences sociales sur le Maghreb et le monde arabe et musulman, comme le montrent les nombreuses

livraisons de revues et d'ouvrages collectifs où collaborent des auteurs des deux rives. Jusque là en effet, les intellectuels et universitaires algériens « contrôlaient » leurs parcours et leurs fréquentations en France afin de ne pas être confondus avec les milieux de l'opposition clandestine. Ils n'apparaissaient en France que dans des institutions et des lieux précis liés à des affinités personnelles et des collaborations ponctuelles. En 1990, Hocine Benkheira, enseignant au département de sciences politiques de l'université d'Alger, qui coordonne un numéro spécial de *Peuples méditerranéens*, se sent même obligé de justifier cette publication en France et de préciser, dans une note à la fin de sa présentation : « Ce dossier paraît à l'étranger. En Algérie, régimes et dirigeants changent, ne changent pas la méfiance à l'égard d'une réflexion indépendante » (Benkheira, 1990 : 6). Trois ans à peine après la parution de ce numéro, la majorité de ses participants algériens sont en exil temporaire à Paris et, quelques années plus tard, ils seront presque tous recrutés dans des universités françaises.

La presse algérienne de l'époque médiatise le phénomène de « l'exode des cerveaux » dans le but d'accuser le terrorisme de vider l'Algérie de ses cadres et de ses intellectuels. Elle a tendance à disqualifier ceux qui n'ont pas quitté l'Algérie, jugés « moins bons ». En retour, ce discrédit scientifique pousse ceux qui sont restés à disqualifier politiquement ceux qui sont partis en dénonçant leur fuite à l'étranger comme un manquement à la solidarité nationale. Une division qui rappelle celle qui, autrefois, durant la guerre d'Algérie, avait opposé les combattants de l'intérieur et ceux de l'extérieur (des frontières). Or, ces départs d'enseignants qui occupaient des positions au sommet de la hiérarchie universitaire, loin de constituer une saignée pour l'université algérienne – qui était déjà en difficulté bien avant leur départ à partir de 1993, et même avant le 5 octobre 1988 – facilite et « accélère » la promotion professionnelle et le « rayonnement » politique de ceux qui sont restés. Au fond, et en reprenant la terrible expression « d'intellectuels posthumes » (Sayad, 1994 : 5), c'est bien la mort et l'exil qui ont fait (pour une partie à tout le moins) de cette génération d'universitaires « nationalistes » des intellectuels d'envergure internationale. En effet, sans cette « décennie noire », sans ces horreurs inqualifiables, « sans la sollicitude et la solidarité de nos amis enseignants français » comme l'écrivait Rachid Sidi Boumedine (Sidi Boumedine, 2013 : 186), des noms d'écrivains mondialement connus comme Yasmina Khadra, Boualem Sansal ainsi que de nombreux universitaires spécialistes en sciences humaines et sociales n'auraient jamais réussi à éclore en Algérie comme en France où beaucoup se sont établis. En fait, sans cet exil et ces assassinats, sans cette décennie meurtrière, le paysage des sciences sociales algériennes actuel aurait été, sans doute différent, comme aurait été différente aussi, la position des intellectuels algériens à l'égard des révoltes arabes.



RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ADDI Lahouari, 2010, « Sociologie politique d'un populisme autoritaire », *Confluence méditerranéenne. Algérie, 50 ans après*, n° 74, été, Paris, l'Harmattan, p. 27-40.
- AARDESS, 2009, *M'Hammed Boukhobza. Connaître et comprendre sa société* (avec deux textes inédits), Alger, Casbah Édition.
- ABBAS Mohammad, 2013, *Al-intifadat al 'arabiyya bayna al-'afwiyya wa al-barmaja (Le soulèvement arabe, entre spontanéité et planification)*, El Djazair, Dar-al Maarifa.
- BELLIL Rachid, 1985, « La domestication du savoir sur la société, remarques sur la sociologie en Algérie », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXIV, Paris, CNRS, p. 505-532.
- BENGUERNA Mohammed, 2007, « La formation inachevée d'une élite technique : l'école polytechnique d'Alger (1962-1970) », Omar LARDJANE (dir.), *Élite et société. Algérie & Égypte*, Alger, Casbah Édition, p. 255-260.
- BENGUERNA Mohammed, et DJERBAL Daho (dir.), 2006, *Djilali Liabés. La quête de la rigueur*, Alger, Casbah Edition.
- BENKHEÏRA Hocine, 1990, « Un désir d'Absolu : les émeutes d'octobre 1988 en Algérie », *Peuples méditerranéens*, 52-53, Juillet-Décembre, p. 7-18.
- BESSAOUD Omar, 2012, « Penser le changement ou comment interpréter les « révolutions arabes » un an après », *Insaniyyat*, 57-58, juillet-déc., p. 39-56.
- BOUDJEDRA Rachid, 2014, *Printemps*, Paris, Grasset.
- BOUKHOBZA M'hamed, 1991, *Octobre 88. Evolution ou rupture ?*, Alger, Éditions Bouchène.
- BOURDIEU Pierre et SAYAD Abdelmalek, 1964, *Le Déracinement*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre et al., 1963, *Travail et Travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton & Co La Haye.
- BOURDIEU Pierre, 1980, « Le clou de Djeha », entretien avec P. Bourdieu réalisé par Didier ERIBON, *Hommes et Migrations*, 991, 15/5/1980, p. 37-45.
- BOURDIEU, Pierre, 1984, *Homo academicus*, Paris, Minuit.
- BOURDIEU Pierre, 1997, *Méditation pascaliennes*, Paris, Seuil, Liber.
- BOURDIEU Pierre, 2000, « L'inconscient d'école », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 135, déc, p. 3-5.
- BOURDIEU Pierre, 2013, *Sur l'Etat, cours au collège de France 1989-1992*, Paris, Seuil, Raison d'agir/cours et travaux.
- CHACHOUA Kamel, 2010, « La sociologie en Algérie, l'histoire d'une discipline sans histoire », Eberhard KIENLE (dir.), *Les sciences sociales en voyage, l'Afrique du Nord et le Moyen Orient vus d'Europe, d'Amérique et de l'intérieur*, Paris, Karthala/ Iremam, p. 133-156.
- CHACHOUA Kamel, 2012, « Pierre Bourdieu et l'Algérie : le savant et la politique », *Revue des mondes musulmans et de la méditerranée*, 131, p. 223-235.

- COLONNA Fanny, 1996, « Sur le passage de l'émeute à l'attentat collectif (1978-1996) », *Monde arabe, Maghreb-Machrek*, Paris, La documentation française, n° 154, oct-dec 1996, p. 40-47.
- DJABI Nacer, 2013, *Sanawat boutaflika, maqalat fi al siyassa wa al-ijtimaa*, (les années Bouteflika, textes sur la politique et la sociologie, Alger, Dar al-oumma.
- DJABI Nacer, 2012, *Limadha takhara al-rabi' al-'arabi* (Pourquoi le printemps algérien a-t-il tardé ?), Alger, Incurat al-chihab.
- DJERBA Daho, 2013, « Présentation », *Naqd, Revue d'études et de critique sociale*, 31, automne-hiver, 5.
- EL-KENZ Ali, 2009, *Écrit d'exil*, Alger, Casbah Edition.
- EL-KENZ Ali, 1989, *Au fil de la Crise. Cinq études sur l'Algérie et le monde arabe*, Alger, Bouchène.
- GUERID Djamel, 2007, « Algérie : dualité de la société et dualité de élite, les origines historiques », Omar LARDJANE (dir), *Élite et société. Algérie & Égypte*, Alger, Casbah Édition, p. 55-67.
- HAROUN Ali, 2013, *Le Rempart, la suspension des élections législatives de janvier 1992 face à la terreur djihadiste*, Alger, Casbah Édition.
- KHELFAOUI Hocine, 2000, « Savoir, savoir diplômé et représentation sociale en Algérie (1962-1998) » in Vincent GEISSER (dir), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs, Trajectoires sociales et itinéraires migratoires*, Paris, CNRS, p. 56-65.
- KADRI Aïssa, 2000, « La formation à l'étranger des étudiants algériens : les limites d'une politique rentière (1962-1995) », Vincent GEISSER (dir), *Diplômés maghrébins d'ici et d'ailleurs, Trajectoires sociales et itinéraires migratoires*, Paris, CNRS, p. 209-219.
- KADRI Aïssa, 1982, « la réforme de l'enseignement supérieur et l'enseignement du droit en Algérie », *Politiques scientifiques et technologiques au Maghreb et au Proche-Orient*, Les cahiers du CRESM, 14, Paris, CNRS, p. 265-285.
- LALAMI Ferial, 2013, *Les algériennes contre le code de la famille*, Paris, Presses des sciences Po.
- LOUNISSI Rabah, 2013, *Al-rabi' al-jaza'iri li muajahat al-damar al-'arabi*, (Le printemps algérien confronté à l'effondrement arabe), Alger, Dar el-Maarifa.
- LARDJANE Omar (dir), 2007, *Élite et société. Algérie & Égypte*, Alger, Casbah Édition.
- MADI Mustapha, 2007, « L'élite arabisante et l'arabisation, de la stratégie linguistique à la marginalisation par la marge », Omar LARDJANE (dir), *Élite et société. Algérie & Égypte*, Alger, Casbah Édition, p. 339-351.
- MAOUGAL Lakhdar, et al., 2004, *Élites algériennes, histoire et conscience de caste* (2 tomes), Alger, Éditions APIC. MAROUF Nadir, 2011, *Les fondements anthropologiques de la norme maghrébine*, Alger, Casbah Édition.
- MERDADI Mourad, 2011, *Fractures Algériennes*, Alger, Médersa Éditeur.



- REMAOUN Hassan, 2007, « Les historiens algériens issus du Mouvement national », Omar LARDJANE (dir.), *Élite et société. Algérie & Égypte*, Alger, Casbah Édition, p. 303-317.
- RACHEDINE Habib, 2013, *al rabi'a al arabi fi mouwazanat rachedine*, al djazaïr, al Chourouq.
- REZZIK Mohammed, 2012, *Le printemps arabe et l'exception algérienne*, Alger, édité à compte d'auteur.
- SAADALLAH Abu al qassim, 2010, *Hadith sarih ma'a al duktur Saadallah fi al-fikr wa al-thaqafa wa al-lugha wa al-tarikh* (Entretien réalisé par Ouzenadji Mourad avec le Dr Abou AL-QASSIM SAADALLAH sur la pensée, la culture, la langue et l'histoire), Alger, Hibr.
- SAYAD Abdelmalek, 1994, « Les intellectuels à titres posthumes », *Liber*, 17, supplément au n° 101-102 des *Actes de la recherche en sciences sociales*, 5.
- SIDI BOUMEDINE Rachid, 2013, *Yaoueled. Parcours d'un indigène*, Alger, APIC Édition.
- SBEAA Rabeih, 1996, *L'arabisation dans les sciences sociales. Le cas algérien*, Paris, L'Harmattan.
- SINO François, 2014, « Malentendus dans la décolonisation. Coopérants de l'enseignement supérieur au Maghreb (1960-1980) », Samia EL MECHAT et Florence RENUCCI (dir), *Les décolonisations au XX^e siècle, les hommes de la transition, itinéraires, actions et traces*, Paris, L'Harmattan, p. 247-268.
- TAMZALI Wassila, (dir), 2012, *Histoires minuscules des révolutions arabes*, Alger, Chihab éditions.